

Repères chronologiques sur l'histoire de la Grèce moderne

Olivier Delorme

Une indépendance confisquée

Pour Séféris le symbole en est l'un des chefs de la guerre d'indépendance déclenchée en 1821 contre l'Empire ottoman, le général Macriyannis, analphabète qui apprit à écrire pour rédiger ses Mémoires. (*Général Macriyannis, Mémoires, Préface de Pierre Vidal-Naquet, Traduction, introduction et notes de Denis Kohler, Albin Michel, Paris, 1986*), chef-d'œuvre de la littérature pour Séféris qui lui a consacré une conférence prononcée à Alexandrie puis au Caire en 1943, intitulée : « Un Grec, Macriyannis », et publiée en français in *Essais, hellénisme...*, op. cit., pp. 88 à 115.

Acquisée en 1830 grâce à l'intervention de l'Angleterre, de la France et de la Russie qui s'étaient entendues par le traité de Londres (1827) sur le principe d'un État grec, l'indépendance est marquée, dans ses premières années, par une âpre lutte entre les trois partis se réclamant de ces trois puissances. Après l'assassinat du « gouverneur » Capodistria (1831), les « Puissances » s'accordent pour faire d'Othon de Bavière le roi de Grèce. Macriyannis s'opposera à la dérive autoritaire de ce souverain qui gouverne en monarque absolu et ne s'entoure que d'Allemands ; il est l'un des chefs de la révolution de 1843 qui impose au roi un régime constitutionnel et le départ des Bavarois, mais il se retrouve rapidement dans l'opposition aux Premiers ministres qui infléchissent le gouvernement dans un sens à la fois autoritaire et clientéliste. Accusé de complot et condamné à mort en 1853, il est cependant libéré l'année suivante mais reste l'objet de persécutions du pouvoir jusqu'à la révolution qui chasse Othon en 1862. Macriyannis meurt en avril 1864, quelques mois avant que les Anglais ne « suggèrent » à l'Assemblée nationale d'élire le Danois Georges I^{er} de Glücksburg roi des Grecs.

Katharevousa et Grande Idée

La Grèce de la fin du XIX^e siècle est, entre autres débats, agitée par deux grandes querelles. La première est celle de la langue : le mouvement de renouveau national grec à l'origine du soulèvement de 1821 était né, en partie, en dehors du territoire de la Grèce actuelle, parmi des intellectuels en contact avec les idées de la Révolution française et des aristocrates ou commerçants des communautés d'Odessa, de Valachie ou de Constantinople. Dans cette dernière ville, le quartier du Phanar, résidence du patriarche œcuménique, a donné son nom aux Phanariotes dont l'influence sera déterminante dans les milieux dirigeants de la Grèce indépendante et dont l'hellénisme savant s'appuie sur une langue dite pure, la katharevousa, élaborée à partir des grecs ancien et byzantin, par opposition à la démotique, réputée vulgaire, qui a été parlée, a évolué, s'est enrichie au cours des quatre siècles d'occupation ottomane.

Instrument de pouvoir, la katharevousa sera la langue de l'État, de l'enseignement, de la justice, de l'administration ; dans la littérature et la poésie, elle sera

remise en cause dès le XIX^e siècle par des artistes qui n'envisagent pas de s'exprimer dans une autre langue que celle du peuple – Seféris se situe naturellement de ce côté-là (voir notamment l'extrait du Discours Nobel publié dans le précédent numéro de Desmos). Ce débat esthétique et politique court tout au long de l'histoire grecque contemporaine : il ne sera définitivement tranché, au profit de la démotique, qu'au rétablissement de la démocratie en 1974.

L'autre grande question est celle des frontières : la Grèce indépendante de 1830 est limitée au nord par la ligne Arta-Volos et ne comprend, parmi les îles, que l'Eubée, les Sporades occidentales et les Cyclades. La Grande Idée est le projet politique qui vise à unir à cet État l'ensemble des territoires où vivent des populations grecques. De 1863 à 1913, la Grèce obtient ainsi, par accord négocié, guerre ou annexion appuyée par des soulèvements locaux, le rattachement (enosis) des îles ioniennes, de la Thessalie, de la Crète, de l'Épire du sud, d'une partie de la Macédoine et de la Thrace, des îles de l'est de l'Égée (sauf Imbros et Ténédos au nord, et au sud le Dodécanèse annexé par l'Italie en 1912).

Le principal artisan de cette politique, né dans une Crète ottomane, est Elefthérios Vénizélos, le « grand homme » de Seféris, lui aussi un Grec de l'extérieur puisqu'il est originaire de cette région d'Asie Mineure qui, avec les îles mentionnées ci-dessus, Chypre, l'Épire du nord, le littoral de la mer Noire autour de Trabzon/Trébizonde sont des régions à majorité, ou forte minorité, grecque, vouées selon l'idéologie de la Grande Idée à rejoindre la « mère patrie ».

Vénizélos et le Dichasmos

Né à La Canée en 1864, quatre ans avant la révolte qui proclame une première fois l'union de la Crète à la Grèce mais se heurte aux Puissances qui décident le maintien de la souveraineté ottomane moyennant un statut de semi-autonomie, Elefthérios Vénizélos, avocat, devient l'un des meneurs de l'opposition au gouvernement autoritaire du prince Georges (fils cadet du roi de Grèce Georges I^{er}), nommé Haut-Commissaire après un nouveau soulèvement de l'île en 1896-97. Ministre de la Justice et des Affaires étrangères du Conseil exécutif, Vénizélos organise l'insurrection de 1905 et est l'inspirateur de la proclamation d'union à la Grèce de 1908, une fois encore repoussée par les Puissances.

Appelé à Athènes après le coup d'État d'une Ligue militaire moderniste en août 1909, il prend la tête du Gouvernement grec et engage une politique de réforme modérée de l'État : Constitution révisée dans un sens parlementaire en 1911, établissement d'un État de droit, réforme de l'armée, de l'administration, de la justice et de l'éducation dont la démotique devient la langue dans le primaire, institution d'un impôt sur le revenu, des bases de la liberté syndicale, encouragement d'un enseignement agricole, des coopératives, adoption d'une loi permettant l'expropriation des grands domaines au profit des paysans sans terre, etc.

Partisan de la Grande Idée, Vénizélos signe avec la Serbie et la Bulgarie les accords

qui aboutissent aux guerres balkaniques dont la Grèce sort (traités de Londres puis de Bucarest en 1913) territorialement renforcée. Ayant promis l'aide de la Grèce à la Serbie en cas d'attaque bulgare, Vénizélos décrète la mobilisation dès l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de l'Allemagne (octobre-novembre 1914) et s'oppose alors au roi Constantin I^{er}, beau-frère de Guillaume II, partisan de la neutralité. Vénizélos négocie avec l'Entente (promesse de la cession de Kavala à la Bulgarie pour éviter l'entrée en guerre de celle-ci, contre un district en Asie Mineure autour de Smyrne/Izmir, région à majorité grecque – celle de Séféris –, proposition de cession de Chypre par le Royaume-Uni qui occupe l'île depuis 1878), mais le roi le renvoie. Vainqueur des élections législatives de juin 1915, Vénizélos redevient Premier ministre en août et donne son accord au débarquement des troupes de l'Entente à Thessalonique mais est de nouveau forcé à la démission par le roi en octobre.

Les vénizélistes s'étant abstenus aux élections de décembre 1915, les royalistes pro-allemands emportent la victoire mais l'occupation par les Bulgares et les Allemands d'une partie de la Macédoine grecque, en mai 1916, provoque la formation à Thessalonique d'une Ligue militaire qui établit un Gouvernement provisoire (octobre) reconnu par l'Entente, dont Vénizélos prend la tête et qui déclare la guerre à la Bulgarie en novembre. Le blocus de la Grèce royaliste par l'Entente puis l'occupation du Pirée par les Français, contraignent le roi à l'exil (abdication en faveur de son fils Alexandre) et permettent le retour de Vénizélos à Athènes en juin 1917. Ayant déclaré la guerre à l'Allemagne le 27 juin, la Grèce participe à l'offensive balkanique de septembre 1918 et obtient au traité de Neuilly l'ensemble de la Macédoine égéenne jusqu'au cours de la Maritza (privant d'accès à l'Égée la Bulgarie).

La Grande Catastrophe

Mais avant cela, pendant la Conférence de la paix, le Conseil suprême allié a donné à la Grèce un mandat de maintien de l'ordre dans le district de Smyrne/Izmir où des troupes helléniques débarquent en mai 1919. Au cours de la négociation avec les Alliés, Vénizélos renonce aux revendications grecques sur l'Épire du Nord, Chypre, le Dodécanèse et Constantinople, comme à celle d'un État indépendant pour les Grecs de la mer Noire, mais il obtient au traité de Sèvres (1920) toute la Thrace jusqu'à la zone internationale des Détroits, Imbros et Ténédos, ainsi que l'administration du district de Smyrne pendant cinq ans à l'issue desquels un plébiscite décidera de l'éventuelle enosis.

Cependant, si le traité est effectivement signé par l'Empire ottoman, il est rejeté par le mouvement nationaliste turc de Mustapha Kémal qui, à partir de juin 1919, organise autour d'Ankara un embryon d'État dont l'objectif est de « libérer » l'Anatolie. Face à cette situation, les Alliés étendent le mandat donné aux Grecs dont l'armée s'engage, au début de l'été 1920, dans une campagne qui menace Ankara à plusieurs reprises.

Mais la défaite de Vénizélos aux législatives de novembre 1920 (premier exil à Paris) puis le rappel de Constantin I^{er} privent les Grecs du soutien des Alliés par ailleurs inquiets du rapprochement entre Kémal et les Soviétiques.

L'offensive kémaliste de l'été 22 bouscule une armée grecque qui, mal commandée depuis la Restauration, incapable de se ressaisir, est prise dans une débâcle qui ne s'achève qu'avec la prise de Smyrne au début de septembre. La ville est alors livrée à l'incendie et au massacre des populations grecque et arménienne. Un million et demi de Grecs sont chassés de chez eux, souvent sans pouvoir rien emporter, et quittent une Asie Mineure où ils étaient établis depuis l'Antiquité. C'est la Grande Catastrophe que Séféris ne connaîtra pas directement puisque son père avait emmené sa famille à Athènes puis Paris depuis plusieurs années déjà, mais qui le coupe de cette autre rive de l'hellénisme qui est aussi celle de son enfance.

Signé le 24 juillet 1923, au terme des négociations engagées après l'armistice de Moudanya (11/10/22) par les Alliés, le traité de Lausanne confirme le rattachement à la Grèce de la Thrace occidentale et des îles égéennes, mais la Thrace orientale, Imbros et Ténédos sont rendues à la nouvelle Turquie. Surtout, la convention bilatérale gréco-turque du 30 janvier 1923 entérinant l'échange obligatoire des minorités turque de Grèce (environ 430 000) et grecque de Turquie (1 500 000) est intégrée au traité qui fixe aussi les garanties applicables aux 120 000 Turcs de Thrace occidentale et aux 300 000 Grecs d'Istanbul, Imbros et Ténédos exemptés de l'échange.

La Grande Catastrophe entraîne des bouleversements majeurs en Grèce : Constantin doit de nouveau abdiquer, puis son fils Georges II partir à son tour en exil (1923), les problèmes sociaux issus de l'afflux des réfugiés déstabilisent durablement l'État (coup de force républicain du général vénizéliste Plastiras [25/3/1924], dictatures des généraux Pangalos, 1925-26, puis Condylis, 1926-28), divisent le mouvement vénizéliste (entre radicaux et modérés) et encouragent le développement du mouvement syndical et communiste. En 1927, une Constitution républicaine est adoptée et l'année suivante, malgré ses réticences à l'égard de la République, Vénizélos redevient Premier ministre.

À soixante-quatre ans, il entame alors une réconciliation spectaculaire avec la Turquie et se rend à Ankara où il signe un traité d'amitié en 1930 avec Kémal devenu Atatürk. Mais sur le plan intérieur sa politique de grands travaux, de stabilisation de la monnaie et d'encouragement à l'industrie nationale en grande partie financée par l'emprunt se heurte dès 1931 aux effets de la crise mondiale qui entraîne hausse du chômage et baisse des revenus des plus pauvres.

Timide dans le domaine social, le Gouvernement est par ailleurs confronté à une crise de confiance majeure en 1931, lorsque Vénizélos refuse de soutenir le soulèvement des Chypriotes grecs contre le pouvoir colonial anglais, après avoir adopté la même attitude vis-à-vis des demandes d'union à la Grèce formulées par les populations du Dodécanèse italien. Sa démission, en mai 1932 (il reviendra une dernière fois au pouvoir entre janvier et mars 33), ouvre une nouvelle période

d'instabilité : échec des vénizélistes aux élections de septembre 32 et mars 33, attentat contre Vénizélos, fiasco de nouvelles tentatives de coup d'État du général Plastiras (mars 33 et mars 35), répression dirigée contre les vénizélistes qui s'abstiennent aux législatives de 1935 et offrent ainsi la victoire à la droite, coup d'État de l'ancien vénizéliste et général Condylis qui permet la restauration de la monarchie, et enfin le retour de Georges II en novembre 35, avec l'assentiment (au grand dam de Séfêris) d'un Vénizélos de nouveau en exil à Paris où il meurt en mars 1936.

La dictature de Métaxas

Les élections de janvier 36 ayant donné une chambre ingouvernable dans laquelle royalistes et vénizélistes se retrouvent quasiment à égalité, avec les communistes en position d'arbitre, le général Métaxas, Premier ministre depuis avril, met fin par un coup d'État, le 4 août, au régime constitutionnel et établit, sous l'autorité de Georges II, une dictature de type fasciste qui poursuit communistes, socialistes et démocrates, pratique la torture, etc.

Pourtant, et bien que lié par une « solidarité » idéologique avec l'Italie fasciste, le 28 octobre 1940, Métaxas répond Non – Ochi – à un ultimatum italien qui visait à établir un véritable protectorat sur la Grèce. La date est encore aujourd'hui une des deux fêtes nationales grecques.

Attaquée par l'Italie depuis l'Albanie (annexée en avril 39), la Grèce résiste victorieusement et repousse l'agresseur, ce qui contraint Hitler à intervenir dans les Balkans au printemps 41. La mort de Métaxas avant la défaite, l'attitude ambiguë du roi qui a approuvé la dictature mais est favorable à l'alliance anglaise devant laquelle Métaxas est resté longtemps réservé par peur de « mécontenter l'Allemagne », et qui prend le chemin de l'exil avant la capitulation de son armée, portent en germe le refus des mouvements de Résistance, bientôt dominée par les communistes, d'accepter la restauration monarchique lors de la Libération.

C'est ce refus, conjugué à la politique anglaise qui décide de l'imposer en s'appuyant sur les forces les plus réactionnaires, y compris les milices ayant collaboré avec les nazis, ainsi qu'aux hésitations tactiques du Parti communiste qui conduisent à la guerre civile des années 46-49 et à la naissance d'un régime autoritaire couronné dont le dernier avatar sera la dictature des Colonels (1967-1974). Une dictature contre laquelle Séfêris prend publiquement position et qui, dans sa dernière configuration, après le remplacement à sa tête de Papadopoulos par Ghizikis, déclenche la tragédie chypriote. C'est en effet un coup d'État téléguidé d'Athènes contre Mgr Makarios, président de la République de Chypre, qui provoque l'invasion du nord de l'île par la Turquie puis l'effacement du régime militaire grec qui, confronté au veto américain d'une intervention en réponse, permet la restauration de la démocratie. ❀